

Lettre n°98

La mondialisation en échec ?

« *L'échec n'est pas fatal. C'est le courage de continuer qui compte* ». Churchill.

4 remarques liminaires :

- ***L'échec des négociations :***

Ce mot de Churchill, repris la semaine dernière par la directrice de l'OMC, à la clôture de la session réunissant les 166 Etats membres illustre l'échec, car aucun accord n'a pu être trouvé. Ni sur l'agriculture, ni sur la pêche, ni sur le commerce électronique. Pire, l'organe d'appel de litiges, clé de voûte de l'OMC, mis en place en 1995, lors des accords de Marrakech, ne fonctionne plus, bloqué depuis 4 ans par les Etats-Unis, alors que les pratiques anticoncurrentielles se multiplient.

Le multilatéralisme cède la place à des accords bilatéraux, à la loi du plus fort. Loin semble l'époque, en 1995, des accords de l'Uruguay Round ou en 2001 des accords de Doha qui avaient permis l'entrée à l'OMC de la Chine et qui entendaient mettre le commerce au service du développement.

- ***La multiplication des chocs :***

Covid, guerre d'Ukraine, sanctions contre la Russie, plan de réindustrialisation aux Etats-Unis, tensions en mer Rouge, hausse des subventions chinoises pour écouler les surcapacités... Tout concourt à l'effondrement de la gouvernance internationale instituée par les Etats-Unis en 1945. L'OMC, la Banque Mondiale, le FMI peinent à se réformer, même si Biden y semble favorable.

- ***Le ralentissement en volume des échanges :***

L'évolution des échanges n'a jamais été linéaire. Dans le passé, on a connu diverses phases de mondialisation, par exemple, celle du monde romain, puis celle développée sous l'Empire mongol, puis celle du 19^{ème} siècle autour de l'Empire britannique. Dans les intervalles, on a assisté à des phases de repli.

Le commerce international, longtemps moteur de la croissance mondiale, ralentit depuis 2012. En 2023, la croissance en volume n'a pas, selon l'OMC, excédé +0.8%. Et, dans le même temps, on assiste à une réorientation des flux d'échanges.

L'objectif n'est plus, et tel est le point d'inflexion à retenir de cette Lettre, d'acheter à moindre prix mais de sécuriser les approvisionnements.

- ***La poursuite du développement des autres formes de la mondialisation :***

Les échanges de biens ont perdu leur dynamique mais la globalisation a d'autres composantes. L'échange d'informations et de services sont toujours en croissance, les échanges monétaires sont toujours dominés par le \$, les mouvements de population sont freinés par des Etats.

S'interroger sur une mondialisation en échec, c'est d'abord examiner la fragilisation de la mondialisation par la politique, ensuite la fragilisation par l'économie et, enfin, évaluer les dangers du protectionnisme.

La mondialisation fragilisée par la politique :

- La mondialisation incriminée :

Depuis début 2022, selon les Nations Unies, le commerce entre « pays amis » a progressé de 6%, le bloc occidental d'un côté, le Sud dit global de l'autre. Le commerce entre les blocs a baissé de 5%. Ces deux chiffres éclairent l'évolution actuelle.

La mondialisation est dénoncée de toutes parts :

Les ennemis de l'Occident y voient l'instrument de l'oppression menée par l'Occident, l'instrument du pillage des matières premières des pays du Sud. A la manœuvre, la Chine se présente comme porteuse de nouveaux idéaux, mais cela sert son intérêt et ses pratiques en Afrique ne diffèrent en rien de celles des occidentaux.

La mondialisation est aussi incriminée par nombre d'occidentaux qui lui impute un nivellement des cultures, le déclassement des classes moyennes, une diffusion inégalitaire des richesses, une diminution de la cohésion sociale et régionale suite aux délocalisations et fermetures d'usines, une dégradation écologique, occasionnée par le transport et l'exploitation abusive des sols, qu'il s'agisse, dans l'agriculture, de l'usage intensif de produits interdits dans certaines régions ou, dans les mines, de la pollution des sols ou de l'usage intensif de l'eau.

- La mondialisation fracturée :

D'un côté, le bloc occidental partage des valeurs dites universelles, liberté d'expression et d'opinion, liberté des élections. Elles ne sont pas des vains mots et ne relèvent pas d'un impérialisme déguisé, mais sont récusées par la Chine.

De l'autre, le Sud global, un bloc sans cohésion internationale, compte beaucoup d'autocraties et quelques démocraties et n'a en partage qu'un ennemi commode, l'Occident hier colonialiste.

D'une part, les dissensions au sein du Sud supposé global sont nombreuses. L'Inde est contre le Pakistan, l'Egypte contre l'Ethiopie, les Philippines, la Malaisie et le Vietnam contre la Chine, la Chine contre l'Inde, le Maroc contre l'Algérie... Et on pourrait allonger cette liste.

D'autre part, tous les pays du Sud global ne sont pas nécessairement hostiles à l'Occident. Pensons au Vietnam, à la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, l'Inde... Beaucoup font preuve en fait d'opportunisme, un jour soutenant les Etats-Unis, l'autre la Chine.

La mondialisation des échanges de biens fragilisée par l'économie :

Assiste-t-on à une phase de transition hégémonique ? Pas sûr. Une montée des tensions protectionnistes ? Manifestement. Un interventionnisme accru ? Certainement. De nouveaux partenariats ? Clairement.

Rappelons, en un chiffre, le formidable essor du commerce international : le transport des marchandises, à 80% par voie maritime, a connu un essor extraordinaire. Les premiers bateaux porte-conteneurs, dans les années 1950, embarquaient une cinquantaine de caisses ; aujourd'hui, ils peuvent transporter près de 25 000 caisses, soit l'équivalent d'un alignement de près de 150 kms.

Incidence de cette mondialisation, indubitablement, la réduction de la pauvreté et de la famine dans le monde, l'émergence d'une classe moyenne de plusieurs centaines de millions en Chine, en Inde et dans d'autres pays. Mais, elle est maintenant contestée.

La quête d'une allocation optimale est sacrifiée à la géopolitique, le « Friendshoring », la mondialisation entre amis, entre voisins, sont privilégiés.

L'héritage de David Ricardo :

- La mondialisation heureuse 1980-2015 :

Ces deux derniers siècles, la théorie des avantages comparatifs de Ricardo a prévalu et, ces dernières décennies, nombre de pays développés ont abandonné à la Chine leurs usines industrielles. L'idée était de préserver les centres de recherche en Occident mais de sous-traiter l'assemblage.

Entre 1980 et 2016, dans les pays occidentaux, beaucoup s'étaient félicités d'acheter moins cher des produits à la Chine. Peu se préoccupaient du recul de l'industrie et des emplois perdus. Personne n'était gêné par les subventions chinoises et, au contraire, beaucoup se réjouissaient.

- Le producteur sacrifié au profit du consommateur :

L'UE, traditionnellement, a favorisé les prix bas, la concurrence au détriment de la constitution de grands groupes forts de positions monopolistiques. La téléphonie mobile est une bonne illustration, l'UE compte plus de 40 groupes gérant une centaine d'opérateurs mobiles, quand les Etats-Unis n'en comptent que trois et quand le marché chinois est encore plus concentré. Traduction de cet environnement concurrentiel, l'utilisateur européen d'un téléphone mobile paie le tiers d'un consommateur américain, mais les opérateurs ont moins d'argent à investir dans la 5G.

La stratégie de délocalisation rencontre néanmoins des limites, notamment le déficit commercial. Les pays en déficit, Etats-Unis, Canada, France et Grande-Bretagne ont le choix entre rapatriement d'activités et endettement croissant. La relocalisation, la réindustrialisation sont les voies offertes à ces pays pour réduire leurs déficits.

Dans ce contexte, les pays en excédent, l'Allemagne, la Corée du Sud, Taïwan et surtout la Chine peuvent avoir quelques inquiétudes.

La remise en cause :

Si la pertinence de la théorie des avantages comparatifs a souvent pu être vérifiée, elle a été polluée par le comportement chinois, la pratique abusive de subventions publiques pour assurer à ses acteurs locaux une prééminence concurrentielle sur la scène internationale.

La Chine a pleinement bénéficié de son entrée à l'OMC en 2001 car, depuis lors, le volume de ses échanges a été multiplié par 10.

Aujourd'hui, 5 griefs lui sont reprochés : les subsides d'Etat à de nombreux secteurs industriels, les prêts effectués par les banques publiques à des taux préférentiels, les carences dans la protection de la propriété intellectuelle, le refus d'abandonner le statut de pays émergent et l'abus du recours au travail forcé.

Ainsi, au Xinjiang, les mauvais traitements aux millions d'Ouïgours sont la cause de la fermeture de BASF et des réflexions de Volkswagen sur un éventuel retrait.

Il s'agit de protéger les plus fragiles de la concurrence internationale, exemple, les agriculteurs, parfois victimes de la concurrence de pays détruisant leur environnement pour produire.

Dans toute l'Europe, les mouvements d'agriculteurs sont nombreux et la critique de Bruxelles et des accords de libre-échange, fréquente. Dans la filière porcine, beaucoup d'éleveurs s'alarment de la concurrence chinoise, car depuis le point bas de la production de porc en 2019 à 310 millions, les fermes porcines chinoises ont porté leur production à 434 millions en 2023 et les prix se sont effondrés de 17% sur 1 an en janvier. Topique et alarmant, également, le dévoilement de franchises traditionnelles, exemple de certaines des spécialités françaises, comme la moutarde de Dijon, fournie depuis le Canada si on en croit Orsenna dans son très bon livre « Nourrir sans dévaster ». Et la liste est longue, avec les Galettes bretonnes provenant de Chine...

Mais n'occultons pas l'excédent de la balance commerciale de l'UE dans l'agroalimentaire, €70 milliards en 2023, n'ignorons pas l'excédent de la France, une constante depuis 1977, un solde positif de €10 milliards en

2022 et de €6,6 milliards en 2023. Ce chiffre est la somme d'un déficit de €9,9 milliards avec les membres de l'U.E et d'un excédent de €15,8 milliards avec le reste du monde. Preuve que les accords signés ne sont pas si nocifs. La France, en 2022, selon FranceAgriMer, reste le 1^{er} exportateur mondial de vins et spiritueux, le premier d'animaux vivants, le 4^{ème} de lait et de produits laitiers, le 4^{ème} de sucre. Et n'oublions pas les céréales. En d'autres termes, une dénonciation hâtive des accords commerciaux pourrait pénaliser la France et l'UE.

Les mesures :

L'Occident donne le primat à l'offre et subventionne à son tour. La réindustrialisation s'inscrit dans un mouvement de dénonciation des coûts environnementaux du commerce international, dans une optique de valorisation des circuits courts et une tendance vers le plus d'Etats, déjà perceptible avec l'augmentation des dépenses de santé, de retraites, de défense.

Le contexte est peu favorable, car le déficit budgétaire moyen des pays du G20 dépasse 4 à 5% du PIB, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon et en France et, avec la hausse des taux, la dette publique moyenne des pays du G20 est passée de 75% en 2007 à près de 125% aujourd'hui.

Le problème, c'est la difficulté, voire l'incapacité des Etats à majorer les impôts, sauf sans doute pour une taxe carbone.

Les 4 dangers du protectionnisme :

- Les rétorsions :

Un rapport récent du FMI indique un triplement des mesures de restrictions aux échanges ces quatre dernières années et, selon les autorités chinoises, la majorité de ces mesures seraient dirigées contre la Chine.

En Europe, des sociétés comme Mercedes, dont 20% du capital est en mains chinoises et un tiers des ventes sont réalisées en Chine, s'élèvent contre une augmentation des droits de douane sur l'importation de véhicules électriques chinois, car elles craignent des représailles.

En guise de rétorsion, la Chine réduit ses importations de biens industriels occidentaux.

- Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée :

Le protectionnisme peut favoriser la création d'emplois dans l'industrie, mais encore faut-il avoir la main-d'œuvre à disposition et on en mesure la difficulté aux Etats-Unis avec quelque dix millions d'emplois non pourvus.

- La pénalisation du pouvoir d'achat des consommateurs :

Elle est évidente, car les taxes à l'importation sont supportées par les consommateurs et les entreprises.

- La baisse de productivité et les divergences Etats-Entreprises :

Les intérêts des entreprises ne croisent pas toujours ceux des Etats. Le protectionnisme affecte la productivité et la croissance mondiale, l'allocation des facteurs de production n'étant pas optimale. Tel est le résultat d'une étude du FMI d'octobre 2023.

Les entreprises veulent pouvoir s'implanter dans certains pays, comme la Chine, ou s'associer à des constructeurs chinois, malgré les réticences des Etats occidentaux. Exemple, Stellantis, qui, inquiet de la concurrence chinoise dans les véhicules électriques, a noué un partenariat avec la société chinoise Leapmotor pour produire et vendre des véhicules électriques.

Les entreprises sont parfois réticentes à relocaliser leurs productions et à se conformer aux objectifs étatiques de sécurité nationale.

Les entreprises dénoncent parfois les prises de position populistes de certains chefs d'Etat, exemple Trump, confronté aux patrons des GAFAM.

En conclusion, avant notre prochaine Lettre consacrée à la volonté de réduire la dépendance à la Chine, reprenons le mot fameux de *Disraeli*, « *Soyons pessimistes par réalisme et optimistes par nécessité* ».

Genève, le 14 mars 2024

Bruno Desgardins

Bruno Desgardins
CIO
Switzerland



SingAlliance Pte Ltd

20 McCallum Street
#18-01 Tokio Marine Centre
Singapore 069046
T: +65 6303 5050
E: info@singalliance.com

SingAlliance (Switzerland) SA

16bis rue de Lausanne
1201 Geneve
Switzerland
T: +41 22 518 85 85
E: info.switzerland@singalliance.com

SingAlliance (Hong Kong) Ltd

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre
248 Queen's Road East
Wanchai, Hong Kong
T: +852 2639 3659
E: info.hongkong@singalliance.com

SingAlliance Pte Ltd

(DIFC Representative Office)
The Gate, Level 13 East, Office 10, DIFC
PO Box 121208 Dubai, UAE
T: +971 (0) 4 401 9158
E: info.dubai@singalliance.com



Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.